Pour publication immédiate : 30/07/2018 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

LE GOUVERNEUR CUOMO MENACE PAR COURRIER LE SECRÉTAIRE DU HHS D'ENGAGER UNE ACTION EN JUSTICE SI LES MODIFICATIONS AUX RÈGLES DU PROGRAMME TITLE X SONT ADOPTÉES

Le Gouverneur y transmet les observations du DOH exposant la menace sur le programme de planification familiale de l'État et sur la santé des New-Yorkais

Le Gouverneur Cuomo : « En limitant les informations et services proposés aux clients du Title X, le projet de règles est préjudiciable à la santé des femmes ».

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a envoyé un courrier à Alex M. Azar II, secrétaire du Département de la santé et des services sociaux des États-Unis (U.S. Department of Health and Humans Services, HHS), condamnant la proposition de modifications des règles du programme Title X (Titre X) et menaçant d'engager une action en justice afin de protéger les New-Yorkais si ces règles sont adoptées. Le projet de règles bloquera le financement fédéral aux prestataires de planification familiale comme le Planned Parenthood, et il limitera les informations et les services de santé génésique proposés aux clients du Title X.

Le Gouverneur transmet dans son courrier les observations du Département de la santé (Department of Health, DOH) de l'État de New-York exposant les préjudices et l'atteinte juridique que le projet de règles causerait au programme de planification familiale (Family Planning Program) de l'État, à la santé des New-Yorkais et au paysage des services de santé. Un exemplaire de ces observations peut être consulté en ligne ici. La période de commentaires publics s'achève le 31 juillet.

À New-York, le Gouverneur Cuomo a pris des mesures vigoureuses pour protéger les droits génésiques de l'attaque fédérale. Au début du mois, face à la nomination d'un juge de la Cour suprême ultraconservateur qui pourrait faire reculer les progrès réalisés en matière de soins de santé génésique, le Gouverneur a ordonné au Département des services financiers (Department of Financial Services, DFS) d'exiger des assureurs de soins médicaux qu'ils prennent en charge la contraception d'urgence, la contraception en vente libre et 12 mois de contraception sans partage des coûts. Le Gouverneur a également ordonné au DFS de garantir que tous les services d'avortement médicalement nécessaire soient couverts par les polices d'assurance maladie commerciales sans quote-part, coassurance ou franchise.

Le texte intégral de la lettre est disponible ci-dessous :

Honorable Alex M. Azar II,
Secrétaire
Département de la santé et des services sociaux des États-Unis (U.S. Department of Health and Human Services)
200 Independence Avenue, S.W.
Washington, D.C. 20201

Monsieur le Secrétaire Azar,

Par la présente, je réponds à l'avis d'ébauche de règle (Notice of Proposed Rulemaking, NPRM) du 1er juin 2018 du Département de la santé et des services sociaux des États-Unis relatif au Title X de la loi du Service de santé publique (Public Health Service Act). New-York est fière de sa longue contribution au programme Title X : en utilisant les fonds fédéraux affectés au Title X et le financement de l'État, le programme de planification familiale fournit des services de santé génésique aux New-Yorkais qui n'en auraient pas les moyens.

Le projet de règles du NPRM menace d'inverser la généralisation cruciale de l'accès aux soins de santé génésique, remplaçant une décennie de diminution du nombre de grossesses précoces et non désirées partout aux États-Unis par des obstacles superflus, immoraux et potentiellement illégaux auxquels devront faire face les demandeurs de service de santé génésique. S'il est promulgué, le projet occasionnera la diminution de la qualité et de la disponibilité des services du Title X. Il constituera un obstacle aux droits d'accès des New-Yorkais à une gamme complète de soins de santé génésique, notamment aux personnes en âge de procréer à faible revenu, non assurées et mal desservies qui comptent sur le filet de sécurité du Title X. Il privera les femmes de l'accès aux informations nécessaires pour prendre leurs propres décisions médicales et il pourrait supprimer la possibilité qu'ont les femmes enceintes de donner un consentement éclairé sur leurs options après la conception. Le projet de règles viole les principes établis de longue date qui limitent l'ingérence du Congrès dans la souveraineté des États et dans le dysfonctionnement des contrats privés.

Surtout, en limitant les informations et services proposés aux clients du Title X, le projet de règles est préjudiciable à la santé des femmes. Le projet de règles diminuerait la qualité des soins de santé, empêcherait une prise de décision médicale et un choix contraceptif éclairés, ferait barrage au discours du prestataire de santé, nuirait à la relation entre le prestataire et la patiente, bouleverserait la confidentialité et menacerait la santé et le bien-être des New-Yorkais en séparant arbitrairement la planification familiale de la consultation prénatale et des soins de santé proposés aux femmes. En conclusion, le projet de règles manifeste une profonde indifférence vis-à-vis des meilleures pratiques médicales et scientifiques, y compris les standards avant et après la conception fixés par le HHS en concertation avec 35 experts nationaux et associations médicales.

Je transmets dans ce courrier les observations au sujet du NPRM du Département de la Santé de l'État de New-York exposant les préjudices et l'atteinte juridique que le projet

de règles causerait au programme de planification familiale de l'État, à la santé des New-Yorkais et au paysage des services de santé.

New-York explorera toutes les voies juridiques possibles pour garantir que l'attaque du projet de règles ne menace pas la santé et le bien-être des New-Yorkais et l'intégrité du programme de planification familiale de New-York. Si les règles sont promulguées telles quelles, New-York ne pourra pas poursuivre son vaste programme Title X.

Je vous exhorte à maintenir les règles du Title X en vigueur.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre considération distinguée,
Gouverneur Andrew M. Cuomo

Pièces jointes

Cc : Président Donald Trump

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

SE DÉSINSCRIRE